

sa propre création et soit incapable de se libérer d'un système financier dont l'évidence en démontre les vices et l'inefficacité.

Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient et non parce qu'on a vu ce qu'elles sont,

a dit Bossuet.

Quelle puissance occulte force nos gouvernements à maintenir une telle dictature financière? La véritable question est de savoir qui conduit les destinées de la nation.

Une autre cause majeure de désordre, c'est la télédiffusion de films qui montrent aux enfants, jour après jour, uniquement de la violence. Cela dure depuis 20 ans à Radio-Canada, société de la Couronne qui coûte des millions de dollars chaque année aux contribuables canadiens. On enseigne la violence et évidemment on récolte la violence.

Je me souviens qu'il y a quelques mois, un groupe de personnes avait été invité par Radio-Canada à aller voir un film dans un théâtre de la région d'Ottawa. Il y avait notamment un juge, un avocat, un policier, un membre du clergé et, enfin, un homme politique qui, dans les circonstances, était votre humble serviteur. Il s'agissait du film «Z», qui était présenté pour la première fois au Canada. A la fin du film, nous fûmes invités à donner nos impressions. Comme il s'agissait d'un film sur la contestation, que les contestataires avaient fini par utiliser la violence et qu'il y avait même eu des assassinats d'hommes politiques, chacun de nous y alla de ses commentaires. Je me souviens que lorsque l'animateur me demanda ce que je pensais des événements qui s'étaient déroulés dans le film et de quelle façon je réagisais s'ils se produisaient au Canada, je lui ai répondu que tout ce que nous avions vu dans le film se déroulait présentement au Canada, mais plus hypocritement, et ce depuis déjà quelque temps.

Il est désolant, pour des parents qui ont fait des sacrifices pendant de nombreuses années pour donner une bonne formation à leurs enfants, pour leur inculquer de bons principes de vie afin qu'ils puissent vivre en société, qui ont payé le gros prix pour les faire instruire, de constater que ces principes et cette formation sont massacrés par toutes sortes de moyens à la radio et à la télévision. Tout ce qui est de nature à détruire, à déformer, à ridiculiser les valeurs morales et les plus belles valeurs humaines a la vedette sur les ondes, pénètre dans nos foyers et empoisonne l'esprit de nos enfants dès leur bas âge. Toutefois, une très petite période de temps utilisée sur les ondes sert à faire la contrepartie. Il s'agit de montrer à nos jeunes des programmes qui seraient de nature à venir en aide aux parents dans l'éducation de leurs enfants.

La télévision est une invention formidable qui pourrait rendre de très grands services à la société, si l'État assumait ses responsabilités en donnant une meilleure orientation à ce moyen de diffusion.

Les autorités laissent les agents de désordre faire de la propagande sur les ondes, allumer le feu de la violence et, quand ce feu fait des ravages, le gouvernement utilise des moyens radicaux qui sèment la consternation au sein de la population, alors que les individus craignent pour leur liberté.

[M. Lambert.]

Il n'est pas heureux pour le Québec qu'une telle loi soit adoptée. A première vue, la situation qui prévaut au Québec à l'heure actuelle semble justifier les plus sombres prédictions.

Selon les explications de l'honorable ministre de la Justice (M. Turner), en réponse à des questions de certains députés de l'opposition, cette loi vise uniquement le Québec.

L'honorable ministre de la Justice disait hier soir, comme en fait foi la page 1393 du compte rendu officiel des débats, et je cite:

Ce bill ne vise pas la force ou le crime en général, mais la force ou le crime utilisés pour renverser un gouvernement au Québec, par rapport au reste du Canada, par le FLQ ou par une autre association qui lui succéderait.

Et il ajoutait:

Je suis d'accord avec l'honorable député, mais ce bill vise spécialement le FLQ.

Voyons ce qu'en pense un ancien directeur de la sécurité et des renseignements à la Gendarmerie royale, M. Kelly, alors qu'il prononçait une causerie devant les membres du *Canadian Club*. Voici:

Le campus au Canada est devenu le refuge de douzaines de professeurs étrangers et d'étudiants qui prêchent l'extrémisme politique.

Il a également déclaré:

Les commissions scolaires et les universités...

...et, pour autant que je le sache, les universités n'existent pas seulement au Québec...

...devraient s'assurer que les professeurs s'emploient «à enseigner, non pas répandre des idées extrémistes.»

«Les institutions canadiennes d'enseignement ne doivent pas devenir des incubateurs de terrorisme»,

Il posait la question suivante:

«Qui aura le courage de dire que nous en avons assez». Il recommande au public de s'en charger.

Combien de fois n'avons-nous pas entendu des réflexions de ce genre? Qu'attend, pour réagir, la majorité silencieuse, qui a toujours vécu d'une façon normale en respectant les droits et la liberté des autres? Qu'attend donc cette majorité pour afficher une attitude qui serait de nature à inspirer confiance à la jeunesse qui cherche présentement sa voie?

Je continue la lecture de l'article:

Il a donné l'avertissement qu'à moins que des mesures sévères ne soient prises, les Canadiens auront à faire face à d'autres situations comme le terrorisme du Front de Libération du Québec.

Il n'a pas parlé que des Québécois. Il a dit: Tous les Canadiens de tout le pays. Il a dit à son auditoire composé de hauts fonctionnaires fédéraux et de chefs d'entreprises qui l'ont acclamé qu'il recommandait

...la peine capitale en ce qui a trait aux enlèvements et aux meurtres d'hommes politiques et de juges.

Il a ajouté ceci:

La politique fédérale permet à des révolutionnaires comme Jerry Rubin de visiter le Canada et de prendre la parole pourvu qu'ils soient sous les auspices de personnes de bonne réputation.

Pourvu qu'on s'adresse à des personnes de bonne réputation, on peut laisser dire n'importe quoi par n'importe